

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
Division de Bar le Duc
14 rue Antoine Durenne
55000 BAR LE DUC

Bar le Duc, le 12/07/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

EDF DPI Direction Production Ingénierie

1 Place Pleyel
93282 Saint-Denis

Références : PaD/239-2023
Code AIOT : 0006208472

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2023 dans l'établissement EDF DPI Direction Production Ingénierie implanté 55500 Velaines. L'inspection a été annoncée le 05/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de contrôle de l'entrepôt EDF DPI a été effectuée dans le cadre du programme d'inspection annuel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF DPI Direction Production Ingénierie
- 55500 Velaines
- Code AIOT : 0006208472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EDF DPI exploite un entrepôt de stockage de 1 094 322 m³, autorisé par l'arrêté préfectoral 2016-1522 du 8 juillet 2016, de pièces froides pour la maintenance des centrales nucléaires. L'arrêté préfectoral a été modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral 2022-2283 du 28 octobre 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Foudre
- Moyens incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION CONTRE LA Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Etat des matières stockées.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
4	Mesures de maîtrise des risques (MMR)	Arrêté Préfectoral du 30/06/2011, article 3.3	/	Sans objet
5	Curages des bassins et fossés	Arrêté Préfectoral du 11/02/2014, article 5	/	Sans objet
6	Moyen de lutttes contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/02/2016, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les installations de proteciton contre la foudre ne sont pas conformes aux dispositions réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 2 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION CONTRE LA Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats : Le dernier contrôle des installations foudre a été effectué du 3 au 9 mai 2022. Il met en évidence plusieurs NON CONFORMITE ainsi que de nombreux AVIS SUSPENDUS. Concernant les NON CONFORMITES, elles portent sur le paratonnerre du bâtiment principal et sur le parafoudres du bâtiment principal, de l'extension et de l'entrée. Concernant les AVIS SUSPENDUS, ils sont liés à des informations et étude dont a manqué le bureau d'étude pour faire son contrôle. Le contrôle conclut : Aucun avis sur la conformité ne peut être émis sans une Etude Technique et une Notice de Vérification et de Maintenance évoquant spécifiquement les distances de séparation au niveau des conducteurs de descente ainsi que les liaisons équipotentielles extérieur. Lors de la visite l'exploitant a indiqué être en cours de chiffrage des travaux à réaliser. Or, la prescription précise que la remise en état est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Etat des matières stockées.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats : Un état des stocks est disponible et a été présenté le jour de la visite. Les quantités stockées sont cohérentes avec l'autorisation préfectorale délivrée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mesures de maîtrise des risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2011, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Outre les MMR prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2010-0487 du 11 mars 2010 l'exploitant met en place dans le bâtiment ESD les MMR suivantes : "le compartimentage en cellules d'une superficie respectives de 186m ² et 330 m ² qui seront séparés par des cloisons coupe feu de degré minimal 2h (REI120) formant caisson coupe feu de degré minimal 2 heures ;" des extincteurs répartis dans l'ensemble des locaux ; "un système de désenfumage ;" une protection contre la foudre ; un système de détection d'incendie.
Constats : La visite du bâtiment ESD a permis de constater le compartimentage et la présence de ces dispositifs de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Curages des bassins et fossés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Curages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bassins et fossés de décantation et d'infiltration sont conçus et aménagés conformément aux dispositions décrites dans les documents et plans joints à la demande de modification des installations classées présentée le 26 mars 2013 et complétée le 20 septembre 2013 par l'exploitant désigné à l'article 1 du présent arrêté. Ils sont entretenus et curés au minimum tous les 3 ans. Les sédiments extraits lors de ces curages et purges sont éliminés comme les déchets visés à l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-0487 du 11 mars 2010 modifié. Avec la même fréquence, la cuve de saumure est visitée, vérifiée et vidangée. Les résidus de chlorure de sodium sont traités comme les déchets visés à l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-0487 du 11 mars 2010 modifié.
Constats : Concernant les fossés, L'entretien n'est pas systématiquement réalisé tous les trois ans mais la visite a permis de constater leur bon état, et leur végétalisation. Au regard de la connaissance du fonctionnement de ces fossés, l'inspection invite l'exploitant à solliciter une modification de cette prescription. Concernant les bassins de rétention eaux pluviales et eaux incendie, des travaux de réfection ont été réalisés récemment. Concernant l'installation de saumure, celle ci n'étant plus utilisée, l'exploitant devra en informer le préfet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyen de luttres contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2016, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie est localisé sur un plan précis, avec l'ensemble des informations utiles à la lutte contre l'incendie (volume de rétention, dispositifs coupe-feu, désenfumage, débit disponible, volume et type de matière combustible...), qui est mis à jour à chaque modification des moyens de lutte contre l'incendie. Ce plan à jour est transmis dans le mois suivant la modification à l'inspection des installations classées et aux Services Départementaux d'Incendie et de Secours. Les dispositifs de lutte contre l'incendie dont dispose l'entrepôt sont au minimum ceux prévus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. En cas de projet de modification des moyens de lutte contre l'incendie susceptible d'entraîner une évolution des stratégies de défense incendie du Service Départemental d'Incendie et de Secours, l'exploitant doit recueillir préalablement à la mise en œuvre de la modification l'approbation de ce service.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan indiquant l'ensemble des moyens de défense incendie, ce plan est disponible rapidement pour les secours. Le contrôle de la présence des moyens par l'inspection n'appelle pas de remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet